A propos du cas particulier de l'Algérie :

MCM : Dans le cas particulier de l'Algérie, voilà un pays, dirions-nous, qui dispose de richesses naturelles exceptionnelles et d'un potentiel humain de qualité, même d'un positionnement géographique des plus favorables. Comment expliquer que le pays ne décolle pas?

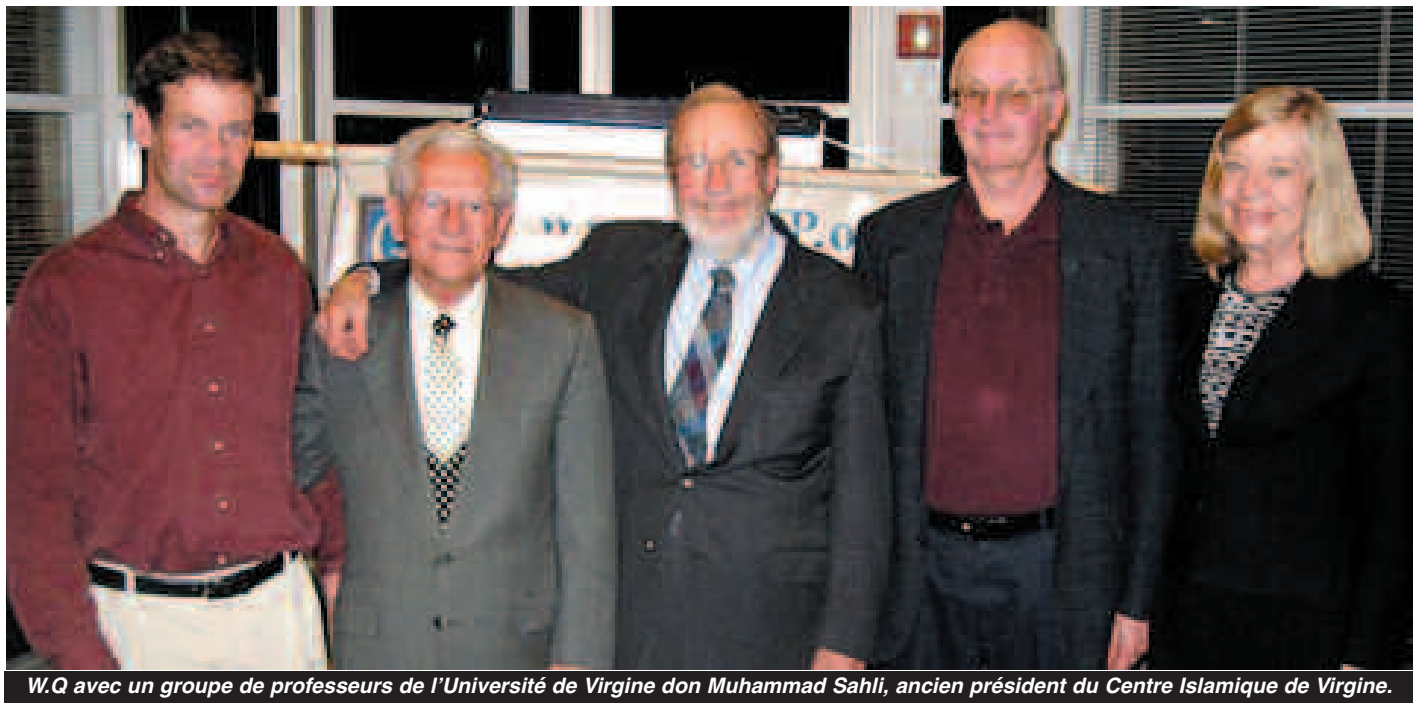
WQ : Mauvaise gouvernance, corruption, système d'éducation médiocre.

MCM : Vous ne trouvez pas que c'est là un jugement sévère, presque sans appel…

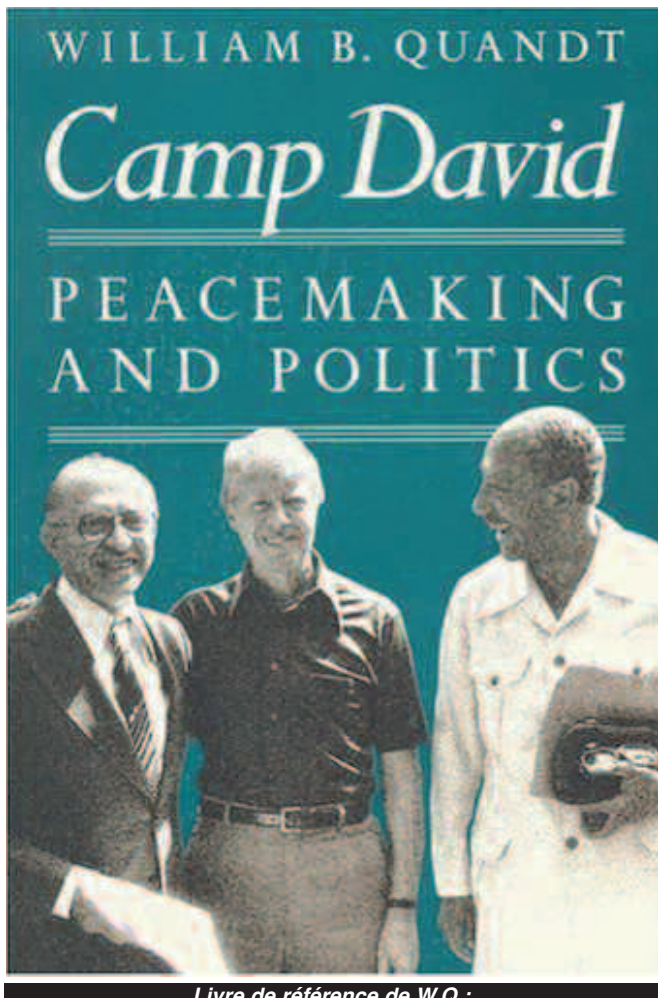
WQ : Non, toutes ces choses peuvent changer. Pour faire avancer les choses, l'Algérie dispose des ressources matérielles nécessaires et du capital humain indispensable. Mais il y a, tellement, eu de gaspillage. Un ami égyptien ayant une grande expérience de l'Algérie m'a affirmé, tout récemment : «il faut vraiment travailler dur pour gâcher les choses dans un pays comme l'Algérie qui a tellement de potentiel !» il y a quelque vérité dans cette observation de bon sens.

MCM : Par rapport aux intérêts stratégiques des Etats-Unis, quelle importance peut revêtir l'avenir de l'Algérie ?

WQ : Un pays important, mais pas parmi les plus importants qui restent, pour les Etat Unis, l'Egypte, Israël, l'Arabie Saoudite, la Turquie et l'Iran…



W.Q avec un groupe de professeurs de l'Université de Virgine don Muhammad Sahli, ancien président du Centre Islamique de Virgine.



Livre de référence de W.Q : «Camp David, Peacemaking and politics»

MCM : L'opinion publique en Algérie n'est pas loin de considérer que les Etats Unis pour des considérations d'intérêt stratégique se montrent plutôt complaisants avec les autorités du pays. Assurément, le ton, au moins, est moins sévère que celui utilisé avec Les anciens Présidents Ben Ali et Moubarak. Comment comprendre cette inflexion -qui peut etre, en effet, purement tactique- dans la démarche des Etats Unis?

WQ : Vous avez raison d'affirmer que les Etats Unis n'ont pas autant mis l'accent sur les manquements des leaders algériens par rapport à leurs mises en garde dans les de Ben Ali et de Moubarak. Je pense qu'il existe plusieurs raisons à cela.Premiérement, le peuple algérien n'a pas encore manifesté son mécontentement de manière claire ; deuxièmement, il existe des soupapes de sécurité en Algérie – telle la presse- qui favorisent l'expression du mécontentement, à l'opposé, par exemple, de la Tunisie sous Ben Ali ; troisièmement, le président Bouteflika garde un certain crédit pour avoir clos le «chapitre noir» des années 90. Enfin, derrière le président en Algérie il existe «le pouvoir», il n'est pas aisé de concentrer les tirs sur une seule personne comme en Egypte, en Tunisie ou en Libye.

MCM: L'Algérie, d'importance secondaire, n'a pas vocation, donc, à être un «Etat-pivot» dans la stratégie américaine ?

WQ : Par le passé, ayant eu à écrire un article sur l'Algérie «Etat-pivot» d'un point de vue américain, j'avais conclu que l'Algérie n'était pas comparable aux autres pays classés dans la liste des «Etats pivots» comme l'Inde, le Pakistan, le Brésil, l'Egypte, la Turquie et l'Iran. Bien évidement l'Algérie est un pays important, mais les Etats Unis ne le traitent pas comme un allié. A quand remonte la dernière visite du président Bouteflika à Washington DC ? Au début des années Bush si j'ai bonne mémoire. J'imagine aisément le président Obama visiter le Maroc et la Tunisie avant qu'il ne s'arrête en l'Algérie. J'aurais aimé que les deux nations américaine et algérienne soient plus proches, mais elles ne le sont pas.

MCM : Par rapport à trois questions essentielles, le règlement du conflit du Sahara Occidental, la normalisation des rapports avec Israël et la définition d'un statut juridique des hydrocarbures, avantageux pour les compagnies pétrolières américaines, la démarche de l'Algérie, sous la présidence de M. Abdelaziz Bouteflika, a-t-elle été favorable aux intérêts américains?

WQ : La meilleure chose qu'il ait faite c'est bien d'avoir clos l'ère de la violence interne.

MCM: Vous pensez, vraiment, que le spectre de la violence est dépassé en Algérie ?

WQ : Je suis sur que les gens sont toujours inquiets du retour éventuel de la violence politique. La situation actuelle semble nettement meilleure par rapport à celle qui prévalait au milieu des années 90.Lorsque je visitais, en ce temps, l'Algérie j'étais accompagné de gardes armés. Lors de ma dernière visite qui remonte à 2007, j'avais senti que j'étais dans un pays quasiment normal. Quel progrès…

MCM : La gestion algérienne du phénomène islamiste, précisément, vous parait avoir été une expérience probante ?

WQ : Les circonstances en Algérie sont très particulières, il n'est pas certain que ce soit un cas d'école. Rétrospectivement, la décennie des années 90 semble constituer une énorme tragédie avec une perte incommensurable de vies humaines et de ressources.

MCM: Et que diriez vous du rôle joué par l'institution militaire depuis la révolte populaire du 5 octobre 1988?

WQ : L'institution militaire a joui de trop de pouvoir pendant trop longtemps…

MCM: L'Algérie souffre d'un manque chronique, le vide politique illustré par l'absence d'élite politique efficiente. La responsabilité en revient aux obstructions posées par un régime on ne peut plus autoritariste ou à la démission des acteurs politiques et sociaux eux-mêmes ?

WQ : C'est le régime avec les dividendes qu'il collecte de la rente pétrolière qui est devenu le problème.

MCM : Au regard de l'état des lieux en Algérie, sous-développement structurel mais réserves financières imposantes, vous diriez que l'Algérie, dans le contexte arabe actuel, est à l'abri d'un «effet domino» ? Vous pensez qu'il pourrait se vérifier une exception algérienne ?

WQ : Je ne suis pas si sure qu'il y ait une exception algérienne. Cela dépendra énormément de la manière dont se déroulera la succession du Président Bouteflika. Selon qu'elle sera, strictement, contrôlée par les militaires, selon qu'elle s'accompagne de divisions ou selon qu'elle donne lieu à une compétition sincère. Autrement, toutes les frustrations qui existaient en Tunisie et en Egypte sont présentes en Algérie.

MCM : A court et moyen terme, quel serait votre pronostic sur l'évolution de la situation en Algérie ?

WQ : Un changement lent concernant pour le futur immédiat, mais la possibilité d'un changement plus rapide pour la période post-Bouteflika. Il y a un facteur favorisant pour un changement générationnel dans le leadership algérien au sein duquel l'âge moyen des dirigeants est très avancé, majoritairement autour de 70 ans. Donc le pouvoir pourra passer, éventuellement, à une nouvelle génération de dirigeants qu'il faut espérer seront plus éclairées que leurs prédécesseurs.

MCM : Merci beaucoup Professeur d'avoir consacré à l'opinion publique de mon pays de votre temps précieux…

WQ : Je vous en prie. Transmettez, je vous prie, tous mes meilleurs sentiments à vos lecteurs, les sentiments d'un ami de longue date de l'Algérie.

Mes meilleurs sentiments aux lecteurs du "Soir d'Algérie" —

William B. Quandt

7 mars 2011